



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS MARS 2024

Numéro 012

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

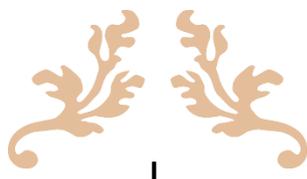
Université Alassane OUATTARA

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°012 Mars 2024

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>

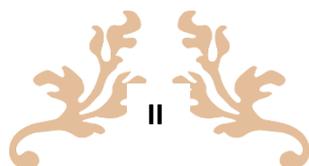


TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou

Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire

d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / contact1@revueharis.org



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

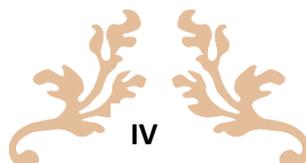
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

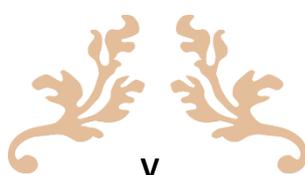
-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAObI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

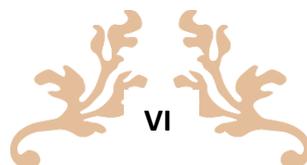
-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Serge DJAMPOU

Approche sociohistorique du handicap au Cameroun : une lecture des réalités endogènes et des politiques internationales sur le handicap.....8-16

EVINDI Venance Majolie

La conférence de Rio de Janeiro (1992) : enjeux, principes et dynamique de coopération Nord-Sud sur la scène internationale.....17-25

Marc ATTOH

La chute de Charles Taylor au Libéria : entre interventionnismes sous régionaux et internationaux.....26-41

Samuelle Bernice EBA

Instabilités sécuritaires et régime constitutionnel en Afrique de l'Ouest.42-55

KONATÉ Kapagaya Moussa

La politique extérieure de la Lybie en Afrique sous Mouammar Kadhafi.56-66

Etienne KOLA

Analyse de la crise socioéconomique et éducative au Burkina Faso sous le prisme de la philosophie pragmatique comme base doctrinale.....67-80

Nadège Ludvine TEDONGMO

Analyse critique de la prise d'otages dans le Golfe de Guinée : enjeux, acteurs et pistes de solutions.....81-96

LEOBLE Baka Célestin

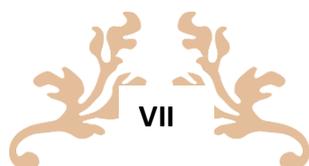
Processus de création et d'extension de l'Accord de Non-Agression et de Défense (ANAD) : Entre rêve et utopie (1977-1981).....97-110

KOUAME Yao Frédéric

Congo Brazzaville : Du Marxisme léninisme à la guerre civile (1969-1997).....111-123

KOUAME Yao Frédéric

Houphouët-Boigny et le Communisme de 1946 à1991.....124-137





La chute de Charles Taylor au Libéria : entre interventionnismes sous régionaux et internationaux

Marc ATTOH

Docteur en Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara. marcattoh22@gmail.com

RÉSUMÉ

La deuxième guerre civile qui éclate au Libéria à partir de 1999 se solde par la chute de Charles Taylor en 2003. Ce conflit est porté dès le départ par des mouvements rebelles à savoir les Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie (LURD) et plus tard par le Mouvement pour la Démocratie au Libéria (MODEL). Pour rappel, la crise armée survient au moment où le régime de Taylor traverse une phase difficile en interne comme à l'extérieur. Ses opposants tirent profit de cette mauvaise passe et lui déclare la guerre dans le but de l'évincer du pouvoir. Pour y parvenir, les groupes armés opposés à Charles Taylor s'appuient sur des facteurs aussi bien régionaux qu'internationaux. Cet article s'évertue d'analyser les rivalités entre pays voisins ajoutées aux relations complexes et tendues entre Charles Taylor et la communauté internationale, qui ont favorisé sa chute en 2003.

Mots-clés : Charles Taylor, pays voisins, communauté internationales, Libéria

ABSTRACT

The civil war which began in 1999 ended with the fall of Charles Taylor in Liberia in 2003. This conflict is started by Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) and later joined by the Liberian Democracy Movement (MODEL). As a reminder, this conflict comes at a time when the Taylor regime is going through a difficult period internally and externally. These opponents who take advantage of this weakness declare war on him in order to oust him from power. To achieve this, the armed groups opposed to Charles Taylor stink on both regional and international factors. It is an opportunity to understand the rivalries between neighboring countries add to the complex and tense relations between Charles Taylor and the international community underpinning his decline in 2003.

Keywords : Charles Taylor, neighboring countries, international community, Liberia

Introduction

Depuis la fin des années 1980, le Libéria est incontestablement l'un des pays en proie aux conflits armés en Afrique de l'ouest. Plusieurs acteurs se sont fortement illustrés dans le borbier libérien dont Charles Taylor. Chef du National Patriotic Front of Liberia (NPFL) dans la première guerre civile avant d'être Président à la fin de la guerre en 1997, ce dernier quitte le pouvoir sous la pression d'autres groupes rebelles en août 2003.

Il est donc indispensable d'analyser les facteurs de la chute d'un homme politique aussi charismatique qu'est l'actuel prisonnier de la Cour Pénale Internationale (CPI). Il s'agit donc de réfléchir aux mobiles de la dislocation de son pouvoir. Dans cette étude, les acteurs sous régionaux et internationaux ne peuvent passer sous silence tant le pays occupe une position géostratégique importante. C'est cet exercice que le présent article tente de réaliser en se posant la question suivante : quels rôles ont joué les acteurs régionaux et internationaux dans la chute du régime Taylor au Liberia en 2003 ?

Cela revient à s'interroger sur les rivalités sous régionales et les rapports du Libéria de Charles Taylor avec la communauté internationale.

Les enquêtes auprès des Libériens, les rapports et articles de périodiques constituent des sources mobilisées pour répondre à la question. De même, l'adoption d'une approche systémique, la mobilisation de la littérature sur la chute des dirigeants africains ont contribué à construire notre réponse. Par exemple, S. A. Gbodjé, (2012, pp. 11-25) montre que certains pays occidentaux soutiennent des groupes rebelles dans le but de protéger leurs intérêts au détriment

des populations africaines. Cette réflexion ouvre des pistes de recherche qui enrichissent le questionnement. On peut ainsi se proposer d'analyser les facteurs à la base de la capitulation de Charles Taylor du point de vue sous régional et international.

La réponse que l'étude propose tient en deux grandes parties. La première revient à éclairer les rivalités entre le régime Taylor et les pays voisins. La seconde se consacre aux rapports tendus entre le Libéria et la communauté internationale sous Charles Taylor.

1. Les rivalités régionales à l'origine des interventions extérieures dans la crise libérienne

Les interférences régionales se traduisent par les appuis de la Guinée, de la Sierra-Léone et la Côte d'Ivoire aux groupes rebelles libériens opposés à Charles Taylor.

1.1. La Guinée Conakry, base arrière du LURD

Selon un diplomate libérien¹, la Guinée a fait feu de tout bois pour évincer Taylor du pouvoir. Le Gouvernement de Guinée a alimenté le conflit au Libéria en apportant son soutien logistique, financier et militaire aux rebelles du LURD. En fait, le LURD a bénéficié depuis sa création du soutien du gouvernement de Guinée, que le secrétaire général des Nations unies a dénoncé avec une certaine vigueur. « Il est clair », note-t-il dans son rapport publié en février 2003 que,

Ce mouvement rebelle bénéficie dans une certaine mesure d'un appui militaire extérieur. La communauté internationale doit condamner cet appui qui n'a eu jusqu'à maintenant pour résultat que le déplacement à grande échelle de civils

¹ Entretien réalisé avec Mohamed Kenneth le 13/01/2016 à Abidjan en Côte d'Ivoire

innocents, [...] la mort de milliers de personnes et la destruction aveugle d'équipements publics et de biens privés (J-M. Chataigner, 2003, p.205).

Des preuves attestent que cette aide était apportée en pleine connaissance et avec le soutien de responsables guinéens de haut-rang. Le responsable du LURD Sekou Conneh, un Mandingue du Libéria, avait accès au Président guinéen Lansana Conté par l'intermédiaire de sa femme, Ayesha Conneh. Elle avait été le conseiller spirituel du Président depuis qu'elle avait prédit une tentative de coup d'Etat en 1996 (M. Attoh, 2020, p174). Une quinzaine de recrues du LURD originaires de la Sierra Leone qui, après avoir gagné Conakry par bateau, ont raconté comment ils avaient été pris en charge sur le quai par des militaires guinéens en uniformes².

Ensuite, ils ont été, selon leur récit, hébergés dans des « lieux sûrs » fréquentés par des hommes en uniformes militaires. Ils ont reçu des uniformes et de nouvelles armes de la part de la Guinée selon un ex soldat du LURD³. Ce témoignage est confirmé par Human Rights Watch (HRW) qui indique que : « La plupart disent avoir été transportés de Guinée vers le Libéria par convois militaires, durant lesquels ils recevaient de nouveaux uniformes et de nouvelles armes dont leurs commandants leur disaient qu'ils venaient de Guinée⁴ ». J-M. Chataigner (2003, p.212) abonde dans le même sens en révélant que des combattants du LURD blessés ont été évacués des

villes du comté de Lofa vers les hôpitaux de Conakry pour y être soignés.

De plus, le soutien de la Guinée au groupe rebelle se perçoit à travers son mutisme sur l'utilisation de civiles par ces derniers sur son sol. En effet, les combattants du LURD ont contraint des civiles à transporter des armes et munitions depuis la Guinée jusqu'au Libéria. Une ex réfugiée libérienne⁵ en Guinée a raconté son calvaire en soulignant que les soldats du LURD les avaient obligé à charger des armes et des munitions depuis la Guinée jusqu'au Libéria.

Les agissements de la Guinée au Libéria ont poussé Charles Taylor à réagir. En effet, depuis juin 2000, les combattants du LURD qui sont basés et financés par la Guinée ont lancé des attaques éclairs répétées contre les villes du nord-ouest du Libéria. En représailles, entre septembre 2000 et avril 2001, les forces combinées des troupes gouvernementales libériennes, du Front Révolutionnaire Uni (RUF) et de rebelles guinéens ont mené des raids. Ces raids ont eu lieu en territoire guinéen, attaquant des villes et des camps de réfugiés sierra-léonais et libériens.

Ils ont donc obligé des milliers d'entre eux à se déplacer de nouveau, tuant et blessant des centaines de ces réfugiés et de civils guinéens⁶. Ces incursions dirigées par les Libériens en territoire guinéen ont été contrées par les forces gouvernementales guinéennes. Et ce, avec le soutien de membres des milices de défense civile de Sierra Leone et des combattants du

² HRW, mai 2002 « Libéria, de nouveau au bord du gouffre : crime de guerre commis par le gouvernement libérien et les rebelles », Vol 14, N° 4 (A) disponible sur <https://www.hrw.org/legacy/french/reports/liberfr/liberia0402fr-03.htm#TopOfPage>, consulté le 17/05/2022 à 14 :41 :56

³ Entretien réalisé avec FAIAH Zazay le 01/06/2018 à Voinjama dans le Lofa au Libéria

⁴ HRW, mai 2002, Idem

⁵ Entretien réalisée avec Mulbah Esther le 03/06/2018 à Zorzor dans le Lofa au Libéria

⁶ HRW, mai 2002, *Op. Cit.*

LURD basés en Guinée. Ils ont repoussé les forces du Libéria et de Sierra Leone, tandis que l'armée guinéenne déclenchait des raids hélicoptérés. Les soldats guinéens ont aussi mené des attaques à l'artillerie et au sol dans les zones tenues par le RUF dans le nord de la Sierra Leone, tuant de nombreux civils et incendiant des villages⁷.

Toutes ces pratiques ont poussé la communauté internationale à réagir. En août 2003, le gouvernement américain⁸ par exemple, a demandé officiellement à Conakry de cesser d'alimenter les rebelles libériens en armement. Ainsi, le gouvernement guinéen a pris quelque distance avec le mouvement rebelle. Cependant, même si elle en avait le désir, la Guinée ne se débarrassera pas facilement d'un mouvement rebelle qui a recruté de nombreux Guinéens et qui dispose de connexions importantes en Guinée forestière, y compris au sein de l'armée. Les quartiers de plusieurs villes de la région sont ainsi considérés comme des zones de LURD échappant en grande partie au contrôle de l'État (P. Chambers, 2004, p.146).

Le soutien apporté par la Guinée au LURD a permis au président libérien de dénoncer l'appui indirect dont bénéficiaient ses adversaires de la part du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique (USA) (J-M. Chataigner, 2003, p. 217). La coopération militaire américaine avec la Guinée par exemple s'est accrue depuis 2000 avec la formation d'une unité d'intervention rapide.

Ainsi, l'absence de condamnation explicite de la part de Washington et de Londres des agissements des rebelles libériens a pu être relevée par des observateurs indépendants comme l'International

Crisis Group (ICG)⁹. Ces observateurs ont dénoncé la carence de toute pression politique sur la Guinée afin que cette dernière cesse son appui au LURD.

De ce qui précède, il faut noter que l'attitude de la Guinée vis-à-vis de LURD laisse croire qu'elle constitue un appui considérable du mouvement rebelle dans son but de renverser le régime Taylor. La Sierra Leone lui emboîte le pas.

1.2. L'interférence sierra-léonaise dans la crise au Libéria, gage de sa sécurité interne

Le rôle de la Sierra-Léone peut être compris en remontant à sa propre guerre civile et à la première guerre civile au Libéria de 1989 à 1996. En effet, Charles Taylor a continué d'approvisionner le RUF en armes après son accession à la présidence du Libéria. Et ce, malgré les élections de juillet 1997 qui mirent fin à la guerre civile, ainsi qu'après le départ de l'ECOMOG du Libéria fin 1999 (E. G. Berman, 2000, p.12).

En fait, pour Charles Taylor, le but était double. Il s'agit de se venger du soutien que le président sierra léonais, Joseph Momoh a octroyé, à la force d'intervention régionale et qui a rendu une victoire plus difficile pour lui. Mais il y avait aussi un autre calcul, plus régional et sans doute plus économique.

En continuant à apporter son soutien au RUF de Foday Sankoh, il maintenait une large base militaire et, surtout, obtenait par son entremise le contrôle du trafic de diamants dans l'est de la Sierra Leone en échange d'armes et de munitions (R. Marchal, E. Comfort, M. Ferme, 2002, p.3). La Sierra-Léone ne pouvait donc

⁷ HRW, mai 2002, *Op. Cit.*

⁸ ICG, novembre 2003, *Liberia: Security Challenges*, rapport n° 71, p. 13

⁹ ICG, 2002, « Liberia : the key to ending Regional Instability » in *Africa Report*, n° 43, p. 5

prétendre à la paix tant que Charles Taylor était toujours au pouvoir.

Ainsi, pour garantir la sûreté de son territoire, les dirigeants sierra-léonais devaient couper tout soutien de Charles Taylor au RUF. Pour y parvenir, il fallait apporter son appui aux rebelles libériens en l'occurrence le LURD qui a déclenché la guerre dès 1999 au Libéria. Même si ce soutien reste indirect, la Sierra-Léone a autorisé le recrutement des réfugiés libériens sur son sol mais aussi a facilité le passage des rebelles par sa frontière avec le Libéria. En fait, un nombre croissant de réfugiés libériens et de combattants ont traversé la frontière avec la Sierra Leone¹⁰.

Notons qu'il y avait environ 59 000 réfugiés libériens en Sierra Leone, dont beaucoup étaient regroupés dans des camps où les conditions de vie étaient éprouvantes¹¹. Ce qui avait permis aux combattants du LURD de recruter clandestinement et installé une ligne d'approvisionnement le long de la frontière entre la Sierra Leone et le Libéria. Mais, le Gouvernement sierra-léonais a refusé d'autoriser le LURD à opérer depuis son territoire¹². Car, cela pouvait compromettre la sûreté et la sécurité des réfugiés libériens et déstabiliser la paix fragile en Sierra Leone.

Le rôle de la Sierra-Léone dans la chute de Taylor se perçoit aussi au niveau de l'alliance entre le LURD et les Kamajors, une milice sierra-léonaise. M. Ferme et D. Hoffman (2002, p.33)

¹⁰ HRW, novembre 2002, *Op Cit*,

¹¹ Amnesty International, 2002, LIBÉRIA. Atteintes aux droits humains des civils libériens à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, Londres, FR 34/020/02 – ÉFAI, p. 9

¹² Entretien réalisé avec KARNEH Morris le 13/01/2016 à Abidjan en Côte d'Ivoire.

¹³ Le 12 février 1998, Khobe a dirigé l'assaut de la force opérationnelle au sol de l'ECOMOG et avait destitué le major Koromah du pouvoir et avait aussi rétabli

révèlent que le LURD a fait appel aux Kamajors de Sierra Leone pour combattre Charles Taylor. Cette alliance comprenait les chefs Sam Hinga-Norman et Eddie Massally, négociée par le chef général nigérian Maxwell Khobe¹³ de l'ECOMOG (M. Attoh, 2020, p. 111).

Avant cela, le Président sierra-léonais Ahmed Tejan Kabbah a décidé de former une alliance composée de diverses milices notamment les Kamajors. Ce groupe a été un allié important pour la restauration de l'ordre en Sierra Leone. Cela n'aurait sûrement pas été le cas sans la formation des Kamajors par les Britanniques. Il n'est donc pas étonnant que le Royaume-Uni ait approuvé la décision de Kabbah d'endosser cette alliance apparemment contre nature. (S-M. Nemeth, 2012, p. 65).

Le fait que les Kamajors aient tissé une alliance avec le Président Kabbah et combattu Charles Taylor aux cotés des soldats de LURD montre clairement le désir de la Sierra-Léone de se débarrasser du Président Libérien.

Il faut souligner qu'au-delà des Kamajors, le LURD a aussi fait appel à d'autres soldats de la Sierra-Léone. Il s'agit de quelques soldats de l'armée sierra-léonaise (A. M. Dorman, 2009, p.93) et paradoxalement, d'environ 200 anciens combattants du RUF¹⁴ qui était réputé fidèle allié de Charles Taylor. Seules des raisons purement

le gouvernement élu du président Ahmed Tejan Kabbah. Il a été promu brigadier et a ensuite occupé le poste de chef d'état-major de la défense de la Sierra Leone.

¹⁴ HRW, 2005, « Afrique de l'Ouest : guerriers errants recrutés dans de nouveaux conflits », disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2005/04/13/afrique-de-louest-guerriers-errantsrecrutes-dans-de-nouveaux-conflits>, consulté le 13/03/19 à 23 :05 :21

économiques peuvent expliquer ce revirement de ces combattants du RUF. « Ils exigeaient leurs commissions avant d'aller sur le champ de bataille » affirme un ancien combattant de LURD¹⁵. Aussi, leur acte indique clairement qu'ils n'avaient aucune idéologie et qu'ils se donnaient au plus offrant.

Dans tous les cas de figure, l'alliance de LURD avec tous ces groupes venus de la Sierra-Léone constituait un danger pour le régime Taylor et laisse croire sans l'ombre d'un doute la volonté du gouvernement sierra-léonais d'évincer Charles Taylor du pouvoir. À l'appui du gouvernement sierra-léonais au LURD s'ajoute la volonté des autorités ivoiriennes d'en découdre avec Charles Taylor.

1.3. L'intervention de la Côte d'Ivoire dans la guerre civile au Libéria pour la libération de l'ouest ivoirien

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, des hommes armés ont tenté de renverser Laurent Gbagbo alors président de la Côte d'Ivoire depuis 2000. Cette tentative a échoué et s'est transformé en une rébellion opposant les factions rebelles, notamment le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI)¹⁶, le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP), le Mouvement Patriotique Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) aux soldats des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), l'armée régulière ivoirienne.

Cette situation a facilité l'immixtion de Charles Taylor, alors chef d'Etat libérien dans la crise

ivoirienne et donc de l'intervention de ses mercenaires en Côte d'Ivoire notamment dans sa partie occidentale frontalière au Libéria (N. O. Datro, M. Attoh, p. 77).

L'immixtion des mercenaires libériens dans la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire a impacté ou modifié le cours de la guerre civile au Libéria à partir de 2003. En fait, dès l'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo en 2000, Charles Taylor a travaillé à son renversement (C. Ero, A. Marshall, 2003, p. 93). C'est ce qui explique la présence des mercenaires pour la plupart des Gio, ethnie de Charles Taylor, aux côtés des rebelles du MPIGO et du MJP.

Pour le gouvernement ivoirien, il fallait combattre les mercenaires libériens non seulement en Côte d'Ivoire mais aussi en affaiblissant le pouvoir de Charles Taylor par l'utilisation des combattants de LURD au Libéria (N. O. Datro, M. Attoh, p. 77) et ceux du Mouvement pour la Démocratie au Libéria (MODEL) deuxième groupe rebelle qui a déclaré la guerre à Taylor dans la deuxième guerre civile au Libéria.

Plusieurs dignitaires Krahn, ethnie de l'ex président feu Samuel Doe, qui avaient pour la plupart occupé des fonctions dans le gouvernement de ce dernier ont apporté leur soutien au gouvernement ivoirien. Leur objectif était de bouter hors de la Côte d'Ivoire les mercenaires de Charles Taylor qui soutenaient le MPIGO et le MJP. Ils ont aidé les FDS à recruter des combattants libériens. Le recrutement de ces combattants se déroulait dans

¹⁵ Entretien réalisé avec TOLEY Moses le 05/06/2018 à Foya dans le Lofa au Libéria

¹⁶ Le MPCI est le premier mouvement rebelle qui s'est fait connaître, avec à sa tête un secrétaire général : Guillaume Kigbafori Soro, un ancien leader de la FESCI (fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire) (...) Les deux autres

mouvements rebelles (le MJP et le MPIGO) sont apparus dans l'ouest, à la suite et surtout avec l'aide du MPCI, en novembre 2002. Ces mouvements se joignent au MPCI le 22 décembre 2002 pour former les forces nouvelles de Côte d'Ivoire (M. Fofana, 2011, p. 168).

plusieurs lieux. Le camp Nicla, un camp de transit au sud de Guiglo, dans l'ouest, créé pour les réfugiés libériens durant la première guerre civile libérienne, est le plus cité. Il était en activité dès la fin du mois de décembre 2002.

Mais il faut également mentionner des camps de transit à Abidjan. « A Abidjan, je vendais des vêtements, mais des amis libériens m'ont informé qu'il y avait un recrutement en notre sein pour aller combattre Charles Taylor moyennant une commission. J'ai refusé l'offre mais plusieurs libériens vivant à Abidjan l'ont accepté » déclare un ex réfugié libérien¹⁷ en Côte d'Ivoire. Les sommes allant de 50 000 à 100 000 francs CFA, étaient offertes à toute nouvelle recrue, qui était mise dans un bus et envoyé au combat (C. Ero, A. Marshall, 2003, p. 93).

Depuis 2002, le gouvernement ivoirien a permis au MODEL de recruter activement des réfugiés libériens dans la partie occidentale de la Côte d'Ivoire. Aussi, il a permis d'utiliser son territoire pour lancer des attaques contre le Libéria en échange de l'aide du MODEL pour combattre les rebelles ivoiriens. « Nous avons lancé nos opérations contre le Libéria à parti de Gbinta, un village de Danané avec l'aide des soldats ivoiriens » affirme un ex soldat du MODEL¹⁸. Aussi ces combattants libériens ont reçu des armes, des munitions et des uniformes et des commissions de la part des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) (N. O. Datro, M. Attoh, p. 88).

Le MODEL est apparu comme une force militaire puissante dans le sud-est du Libéria avec un soutien important de la Côte d'Ivoire comme nous l'avons mentionné. Ce groupe rebelle était plus susceptible de

répondre aux préoccupations de L. Gbagbo. Alors que le gouvernement ivoirien avait nié soutenir le MODEL, il a continué d'autoriser le groupe à opérer sur son territoire et a fourni un soutien militaire et économique au MODEL pour poursuivre sa campagne militaire. Les forces de Charles Taylor ont eu beaucoup de mal à endiguer la marée MODEL qui continuait d'avancer et occuper une grande partie du territoire libérien.

L'autre mouvement également soutenu plus ou moins par le gouvernement ivoirien progressait sur le terrain et menaçait Charles Taylor. Pour le chef du LURD Sékou Conneh : « Taylor n'a pas tenu les promesses qu'il avait faites aux Libériens lors de son élection en 1997 ». Selon lui, « le seul moyen pour que les Libériens retrouvent leur dignité et la paix est de le chasser, et pour cela il n'y a pas d'autres moyens que la force ; après il reviendra aux Libériens de choisir leurs dirigeants et leurs institutions » (E. Comarin, 2003)

En février 2003, Charles Taylor a commencé à montrer des signes de recul. Il a retiré ses forces de la Côte d'Ivoire et de la zone frontalière avec la Sierra-Léone pour protéger Monrovia. Le gouvernement a réduit le nombre de missions de réapprovisionnement dans les régions du nord, concentrant plutôt les ressources sur les forces qui défendent Monrovia. Progressivement l'étau s'est resserré sur Charles Taylor et celui-ci a décidé de jeter l'éponge tout en accusant les pays occidentaux d'être responsables de la crise au Libéria.

¹⁷ Entretien réalisé avec Wah Harris Lyndon le 30/05/2018 à Monrovia Libéria

¹⁸ Entretien réalisé avec FLOMA Joseph le 25/05/2018 à Monrovia Libéria

2. Le rejet de Charles Taylor par la communauté internationale, signe de son déclin

Au niveau international, les efforts des USA et des Britanniques, d'une manière comme d'une autre, associés aux sanctions des Nations Unies ont favorisé la progression des groupes rebelles opposés à Taylor sur le théâtre des opérations.

2.1. Les USA et Charles Taylor, entre désaveux et rejets

Le rejet de Taylor par les USA est perçu d'abord à travers leur soutien aux soldats du LURD par le truchement de la Guinée. En 2002, le programme d'aide militaire à la Guinée comprenait un programme d'entraînement de 3 millions de dollars pour un bataillon d'infanterie légère¹⁹. À la connaissance de certaines ONG comme HRW, le gouvernement américain n'a pas fait de déclarations publiques exprimant sa préoccupation quant au rôle de la Guinée dans le soutien du LURD jusqu'à la mi-2003.

La diplomatie discrète, y compris les démarches et les réunions, n'ont pas eu d'impact. Au minimum, le fait de ne pas condamner publiquement la mauvaise conduite de la Guinée représentait une occasion manquée pour les USA d'influencer le comportement du gouvernement de Conakry. Cela a peut-être aggravé le problème en donnant l'impression que le gouvernement américain était prêt à

ignorer le soutien de la Guinée au LURD. Et ce, même s'il violait clairement les sanctions de l'ONU se rendait responsables d'actes coûteux en vies humaines.

Plus généralement, l'assistance militaire américaine et le soutien public à la Guinée dans ces circonstances est perçu comme une approbation des actions de la Guinée à l'appui du LURD. Par exemple, Charles Taylor a accusé les USA de soutenir le LURD en soutenant que : « C'est une guerre américaine, le LURD est une force de substitution ... [Les USA] ont provoqué cette guerre. (...) Ils peuvent désormais désarmer leurs chiens. »²⁰.

Au cours de nos investigations, nous nous sommes rendu compte que les USA ne sont pas à condamner à priori. HRW n'a pas trouvé aussi de preuves que l'aide militaire américaine à la Guinée a été directement utilisée à mauvais escient, en termes d'armes fournies par les USA et transmises au LURD. Selon le Pentagone, l'enquête américaine sur la provenance des munitions récupérées à Monrovia a conclu qu'aucune d'entre elles ne correspondait à celles fournies par les USA dans le cadre de l'entraînement au bataillon²¹.

L'assistance militaire américaine à la Guinée, contrairement aux avantages commerciaux, n'est pas formellement conditionnée à la réduction du soutien au LURD²². En pratique, cependant, cela représente

¹⁹ Ce financement de ce programme provient avec le budget du Département d'Etat pour les opérations de maintien de la paix, qui a transféré les fonds à l'agence d'exécution, l'Agence de sécurité et de la coopération de défense (DSCA), tiré de https://www.hrw.org/legacy/background/er/arms/liberia/liberia_arms.htm, consulté le 01/06/2018 à 08 :05 :59

²⁰ ALL AFRICA, « Discours d'adieu de Charles Taylor, 10 août 2003 : « Dieu veut, je serai de retour, dit Taylor », Lagos, 12 août 2003

²¹ Au moins un mortier fabriqué aux États-Unis a été retrouvé, mais les autorités américaines ont déclaré comprendre que ce mortier appartenait à des stocks plus anciens et qu'il avait probablement été vendu sur un marché secondaire, Tiré de https://www.hrw.org/legacy/background/er/arms/liberia/liberia_arms.htm, consulté le 01/06/2018 à 08 :05 :59

²² « Justification du budget du Congrès pour les opérations à l'étranger à l'exercice 04 », février 2003, disponible sous la forme d'un lien à l'adresse

une préoccupation majeure. Mais comme nous le verrons un peu loin dans cette recherche, à la suite de l'éviction de Charles Taylor, les représentants du gouvernement américain ont anticipé que les liens de la Guinée avec le LURD prendraient fin. Mais cela n'a pas été le cas. Sekou Conneh, est entré au Libéria dans un convoi guinéen selon un ex soldat de LURD²³ et un ex soldat régime Taylor²⁴.

De plus, les pressions exercées par l'administration Bush à l'encontre du régime de Charles Taylor sont à souligner. En effet, l'attitude du gouvernement américain vis-à-vis de l'Etat libérien a frisé le délaissement ou l'abandon. Ainsi, l'année 2003 a révélé clairement la position des USA dans la seconde guerre civile au Libéria. La CEDEAO a demandé aux USA l'envoi de 3000 hommes pour participer à une force d'interposition le vendredi 04 juin 2003 (P. Wilson, 2003).

Si les USA ne se sont pas opposés à cette demande, ces derniers ont posé une condition. Laquelle condition mettait en évidence leurs souhaits de ne plus voir Charles Taylor au pouvoir au Libéria. Le Président George Bush déclare : « Il est clair que la première étape de toute politique efficace, que nous soyons impliqués ou non, est le départ de Charles Taylor ». Il ajoute que « M. Taylor doit partir. La condition de tout progrès au Liberia est son retrait »²⁵.

Dès lors, le départ de Charles Taylor du pouvoir était considéré comme le seul élément capable de faciliter le retour de la paix selon les Américains. Alors que Charles Taylor

était inflexible jusque-là même s'il était inculpé de crimes de guerre et contre l'humanité par le Tribunal Spécial pour la Sierra-Léone le 4 juin 2003. Il n'avait fait qu'une seule concession c'est-à-dire qu'il ne se représenterait pas pour un second mandat.

Cependant, il entendait aller jusqu'au bout de son mandat présidentiel, en janvier 2004²⁶. Mais la pression à son encontre n'a cessé de s'accroître et la déclaration ci-dessus du président Bush en est l'illustration parfaite. Les pressions du LURD sur le terrain par les armes et celles des USA au niveau diplomatique ont bousculé considérablement le régime Taylor. Les soutiens britanniques et sierra-léonais aux opposants ont plongé Charles Taylor et son gouvernement dans l'impasse.

2.2. L'intervention du Royaume Uni dans la crise en Sierra-Léone et la chute de Charles Taylor

La présence anglaise en Sierra-Léone était bénéfique aux opposants à Charles Taylor. L'extension du conflit en Sierra Leone a entraîné, malgré la résolution 1132 du Conseil de sécurité (1997), un soutien militaire anglais plus ou moins officieux au gouvernement sierra-léonais dans sa guerre contre le RUF selon J-M. Châtaignier (2001, p.29). Le Royaume-Unis a été un acteur clé en ce qui concerne la fin du conflit en Sierra-Léone, même si ce pays a mis du temps avant d'y intervenir.

Mais lorsque les britanniques décident d'intervenir c'était pour évacuer les citoyens britanniques. Et

<http://www.fas.org/asmp/profiles/aid/aidindex.htm>. Consulté le 17/03/2019 à 12 :40 :20

²³ Entretien réalisé avec FAIAH Zazay le 01/06/2018 Voinjama dans le Lofa au Libéria

²⁴Entretien réalisé avec SUAHA Arthur le 29/05/2018 à Monrovia au Libéria

²⁵ ANONYME, 2003, « Charles Taylor pourrait quitter le pouvoir », disponible sur <https://www.lalibre.be/actu/international/charles-taylor-pourrait-quitter-le-pouvoir-51b87eebe4b0de6db9a8e6d5>, consulté le 16/03/2019 à 23 :40 :18

²⁶ANONYME, 2003, « Charles Taylor pourrait quitter le pouvoir », Op Cit.

ce, grâce aux pressions de la part de l'ONU et certains autres gouvernements pour que les forces britanniques se joignent à la MINUSIL. Ces pressions des nations unies ont fait tâches d'huiles. En mai 2000, les forces britanniques ont été déployées à Freetown, menées par le général de brigade David Richards.

Ce déploiement avait pour but d'évacuer les citoyens britanniques et d'autres citoyens européens de prime abord. Aussi, comme mentionné en amont, le gouvernement britannique avait apporté son soutien au gouvernement sierra-léonais en soutenant la décision du Président Ahmed Tejan Kabbah former une alliance avec Kamajors (S-M. Nemeth, 2012, p. 65), ainsi que ces quelques soldats de l'armée sierra-léonaise (A. M. Dorman, 2009, p. 93).

Pour nous, en apportant son soutien à Kabbah et en soutenant cette alliance que certains ont qualifié de « contre nature », le Royaume-Uni voulait associer les sierra-léonais à la gestion de leur propre conflit. Ce qui était logique car l'on ne pouvait aider les sierra-léonais en leur imposant des décisions dictées de l'extérieur sans tenir compte de leur avis.

Il faut noter que le soutien britannique au gouvernement de Kabbah s'est concrétisé par la fourniture d'armes. Le Royaume-Uni a annoncé en octobre 1999 son désir de fournir au gouvernement sierra-léonais 132 mitrailleuses légères avec 2 millions de munitions, 7.500 fusils et 800.000 munitions d'entraînement. Aussi, les britanniques ont ajouté 24 mortiers de 81 mm avec 2.000 munitions et divers équipements, dont des uniformes et des bottes pour 3.000 soldats (E. G. Berman, 2001, p. 21).

Londres a poursuivi son soutien au gouvernement sierra-léonais par la fourniture en mai 2000 de 10.000 fusils SLR. En juillet de la même année,

Londres annonçait une autre livraison de 5 millions de munitions à la Sierra-Leone (E. G. Berman, 2001, p. 21).

De plus, notons que la présence des soldats britanniques en Sierra-Léone a fragilisé le RUF, fidèle allié de Charles Taylor. En effet, le commandement britannique, exercé par le général David Richards a réussi à localiser le RUF. Ce commandement a réussi à connaître les capacités et les intentions du groupe rebelle. En fait, les britanniques arrivaient à écouter les conversations du RUF car il protégeait mal ses communications (A. M. Dorman, 2009, p. 93).

Malheureusement pour le groupe rebelle, ils se sont attaqués aux forces britanniques le 17 mai 2000 dans le village de Lungi Loi. Lors de cette attaque, il n'y a eu aucun mort côté britannique. Cependant, le résultat a été catastrophique pour le RUF avec plus de 30 morts. Par la suite, les forces britanniques ont réussi à capturer Foday Sankoh (S-M. Nemeth, 2012, p. 66).

Cette situation a fragilisé considérablement le RUF. Dès lors, les appuis de Charles Taylor dans ce pays se sont dissipés petit à petit. La présence britannique a accéléré le processus de paix en Sierra-Léone au point qu'en janvier 2002, le président Kabbah a déclaré la fin de la guerre. Deux mois plus tard, plus de 50 000 combattants participaient au processus DDR et le RUF n'était plus reconnu comme une force militaire. En mai 2002, des élections ont eu lieu et Ahmad Kabbah a été réélu et a remporté 83 des 112 sièges parlementaires pour son parti le SLPP. L'exemple de l'intervention britannique peut servir de modèle pour les forces occidentales à l'avenir (S-M. Nemeth, 2012, p. 66).

Pour finir, il faut souligner que la coalition anti-Taylor a bénéficié de l'aide occidentale et surtout de l'Angleterre. Si nous faisons une comparaison entre les capacités de combat des deux belligérants ; « Le LURD semble être mieux armé et a reçu un appui discret des Kamajors ; milice sierra-léonaise, (...) et de la Grande-Bretagne » (S-M. Nemeth, 2012, p. 66). Il importe de noter que, pour les dirigeants américains et britanniques, Charles Taylor a toujours constitué une cible "légitime".

D'abord parce qu'il s'est imposé au pouvoir sans leur assentiment et ensuite parce que, une fois au pouvoir, il a eu la prétention, intolérable aux yeux des leaders impérialistes, de jouer un rôle régional à leurs dépens. Il s'agit ici de l'assistance militaire de Charles Taylor à la rébellion du RUF contre le régime de Kabbah, l'homme que Londres et Washington avaient choisi pour diriger la Sierra Leone. (J-M. Chataignier, 2001, p. 28).

De ce qui précède nous pensons que derrière le langage diplomatique, il apparaît clairement que, l'intervention indirecte de la Grande-Bretagne et des USA aux côtés des groupes rebelles notamment LURD lui a permis de fragiliser le régime Taylor. Et cela a donc permis aux combattants des groupes rebelles de mener des opérations militaires sur presque toute l'étendue du territoire libérien.

2.3. Sanctions des Nations Unies et capitulation de Charles Taylor

La capitulation de Charles Taylor a été obtenue après une longue lutte à la fois politique et militaire. Pour y parvenir, dès le 07 mars 2001, le

conseil de sécurité a renforcé les sanctions contre le régime Taylor à l'unanimité. Ces sanctions avaient pour but de pousser le gouvernement libérien à rompre ses liens avec les rebelles du RUF de la Sierra-Léone.

Ainsi, le Conseil a adopté une résolution prévoyant un embargo immédiat sur les armes et d'imposer des sanctions économiques. Lesquelles sanctions étaient sensées rentrer en vigueur si le Libéria ne rompait pas tous les liens avec le RUF. Les sanctions économiques ont porté sur une interdiction des importations de diamants provenant ou passant par le Libéria²⁷.

Mais la CEDEAO a demandé une période de deux mois avant que ces sanctions ne soient appliquées selon l'ambassadeur britannique Jeremy Greenstock²⁸. En effet une délégation de la CEDEAO composée des Ministres des Affaires Etrangères du Mali, du Togo et du Nigéria a été reçue à huit clos par les membres du conseil de sécurité.

Mais, l'ambassadeur britannique Jeremy Greenstock a déclaré qu'il leur avait fait comprendre que le Libéria continuait à soutenir les rebelles du RUF. Pour cet ambassadeur : « Nous avons besoin de mesures urgentes du Libéria, et plus de mots, pour montrer qu'ils ont cessé de soutenir le RUF (...) et mis fin au trafic de diamant et d'armes »²⁹. Le chef de la diplomatie du Libéria d'alors, Monie Captan, qui a aussi pris part à la réunion du Conseil, a reconnu « avoir entendu un message clair du Conseil »³⁰.

Mais, il a appelé le Conseil « à prendre en considération la proposition de la CEDEAO » en soulignant que le

²⁷ ANONYME, « Libéria : le conseil de sécurité renforce les sanctions contre le régime », in *Fraternité Matin* du 08 mars 2001, p. 21

²⁸ ANONYME, « Libéria : la CEDEAO demande à l'ONU un délai de deux mois

avant les sanctions » in *Fraternité Matin* du 14 février 2001, p. 20

²⁹ ANONYME, « Libéria : la CEDEAO demande à l'ONU un délai de deux mois avant les sanctions », Op Cit, p. 20.

³⁰ Idem, p. 20.

régime des sanctions aurait besoin de la coopération des pays de la région. La délégation ouest-africaine a souligné que la menace des sanctions avait déjà produit des effets. En effet, pour elle le Libéria a annoncé l'expulsion des dirigeants du RUF. Aussi, une série de mesures pour contrôler le commerce du diamant était aussi sur la table.

De son côté, l'ONG ICG, basée à Bruxelles a écrit au Conseil de Sécurité des Nations Unies le 12 Juin 2003 pour lui faire des recommandations suivantes. Premièrement, la mise en place par le conseil de sécurité d'une force multinationale conduite par les USA qui assumerait la transition vers un gouvernement démocratiquement élu.

Deuxièmement, la convocation par le Conseil de Sécurité de Charles Taylor devant le tribunal spécial, qu'il ne pouvait plus compter sur un quelconque soutien de la communauté internationale qu'il ne pouvait espérer une amnistie, mais que son départ volontaire du pouvoir et son soutien au processus de paix pourraient être retenus en sa faveur lors de son procès. Tout porte à croire que Charles Taylor a le dos au mur (V. Konan, 2003). Taylor disait :

Les combats doivent cesser. Les pays qui luttent contre mon gouvernement sont des puissances que je ne pourrai jamais battre : je ne gagnerai jamais contre les USA ou la Grande-Bretagne. Je suis pieds et poings liés (...). Pour eux, je ne devrais pas gagner les élections. Ils ont tout fait pour que mon gouvernement ne puisse pas travailler, pour que j'échoue. (A. Jacquens, 2003, p. 4).

Face à cette situation, un accord de paix global, comme son nom l'indique, a succédé à l'accord partiel de cessez-le-feu, conclu le 17 juin 2003 avec à la clef le déploiement de l'ECOMIL le 4 août 2003 (M. Tshiyembe, 2015, p. 22). La force de l'ONU est intervenue le 4 août 2003 tandis que Charles Taylor était contraint de démissionner le 11 août 2003 et s'est exilé au Nigéria. Après cela, le LURD et le MODEL ont signé avec le gouvernement, l'Accord de paix global le 18 août 2003. Il prévoyait la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition, la tenue des élections prévues en 2005, et le déploiement d'une force onusienne de stabilisation (M. Tshiyembe, 2015, p. 22).

Notons in fine que la chute de Charles Taylor est liée à sa relation tendue avec la communauté internationale notamment les USA et l'Angleterre comme nous l'avons indiqué plus haut. Mais les sanctions économiques imposées à son régime par les Nations Unies et la présence de 2000 marines américains au large des côtes de Monrovia³¹ ont scellé son sort.

Pour empirer les choses, le procureur du Tribunal spécial des Nations Unies pour la Sierra Leone (TSSL) a lancé un mandat d'arrêt international contre Charles Taylor. Cela s'explique par son rôle présumé dans la crise sierra léonaise mentionnée plus haut. Ce mandat est lancé alors qu'il se trouvait, en avril 2003, à Accra au Ghana pour l'ouverture des négociations entre son gouvernement et les rebelles du LURD sous les auspices de la CEDEAO et de l'Union Africaine (UA).

³¹ UNION COMMUNISTE, 2003, « Libéria-derrière les factions en guerre : pillage de l'impérialisme et rivalités régionales » disponible sur [http://www.union-](http://www.union-communiste.org/)

[communiste.org/?FR-archp-show-2003-1-505-2625-x.html#top](http://www.union-communiste.org/?FR-archp-show-2003-1-505-2625-x.html#top), consulté le 30/06/2016 à 01 :49 :18

Les dirigeants africains réunis à Accra³², indignés par le timing de la publication de ce mandat d'arrêt, ont refusé de le livrer au tribunal onusien. Toutefois, environ quatre mois plus tard, en août, les affrontements entre les rebelles du LURD et les troupes gouvernementales fidèles à Charles Taylor se sont intensifiés causant des dizaines de victimes par jour (M. Tshiyembe, 2015, p. 22).

Les rebelles ont insisté sur le départ « inconditionnel » de Charles Taylor du pouvoir avant qu'ils ne cessent le feu. Ce dernier a refusé de partir en insistant que son inculpation soit levée et que le mandat d'arrêt du tribunal onusien en Sierra Leone soit aussi annulé³³. Devant ce dilemme, les dirigeants de la CEDEAO avaient en fin de compte décidé de permettre à Charles Taylor de s'exiler au Nigeria avec pour garantie de ne pas le livrer au TSSL (M. Attoh, 2020, p. 209).

C'est ainsi que le 11 août 2003, le président Charles Taylor est emmené avec sa famille dans son exil nigérian à bord d'un avion du gouvernement nigérian. Avant cela, il a transmis ses pouvoirs à son vice-président, Moses Blah. (M. Attoh, 2020, p. 209). Ainsi, pris fin le règne de Charles Taylor au pouvoir depuis les élections de 1997 au Libéria.

Conclusion

La seconde guerre civile au Libéria a mis à nu les parrains des groupes rebelles au sein des pays ouest africains au grand dam des gouvernements centraux. Les rivalités entre pays voisins et les intérêts géostratégiques des grandes puissances comme les USA et le

Royaume Uni constituent des aubaines à tort ou à raison pour des mouvements rebelles et autres groupes non étatiques de prospérer dans la sous-région.

Pour certains observateurs, ces parrainages sont les facteurs majeurs de la dislocation de nos Etats fragiles alors que d'autres les présentent comme un tremplin pour se débarrasser des régimes dictatoriaux. Dans le cas libérien, la politique interventionniste de Charles Taylor dans les pays voisins notamment la Guinée, la Sierra-Léone et la Côte d'Ivoire a conforté ces derniers dans leurs soutiens accordés au LURD et au MODEL.

Le Libéria ou du moins Charles Taylor se présente dès lors comme un voisin gênant, qu'il faut coûte que coûte « éliminer » au risque de plonger la sous-région dans l'embrasement.

La chute de Charles Taylor au Libéria a été la révélatrice de la défense des intérêts des grandes puissances par tous les moyens. Le soutien militaire, diplomatique et financier des USA aux groupes rebelles le montre très bien en plus de confirmer leur mainmise sur ce pays.

Même son de cloche en Sierra-Léone où il a fallu l'intervention du Royaume Uni pour sortir le pays du borbier dans lequel il était depuis plusieurs années. Même si cette intervention met un frein à la collaboration entre le RUF, et le gouvernement libérien et donc bénéfique aux ennemis de Charles Taylor, les britanniques sortent grandi et ont gagné en prestige.

³² Lors de cette conférence il y avait le président ghanéen, John Kufuor (en sa qualité de président en exercice de la CEDEAO), le président mozambicain, Joaquim Chissano (le président de l'UA), le

président sud-africain, Thabo Mbeki, le Nigérian Olusegun Obasanjo, et le Sierra-Léonais, Ahmed Tejan Kabbah

³³ UNION COMMUNISTE, 2003, Op. Cit.

Les enseignements qu'il faut tirer de cette crise sont le recul de la démocratie lié à la mauvaise gouvernance de nos Etats mais aussi l'usage de la violence pour parvenir au pouvoir. En tout état de cause, si l'analyse est aussi révélatrice des facteurs de décadence d'un régime en Afrique de l'ouest, force est de

constater que les appuis internes comme extérieures aux groupes rebelles sont légions. Cependant, ces pseudos soutiens ne profitent dans le moyen comme dans le long terme qu'aux grandes puissances au désarroi des peuples africains.

Sources et Bibliographie

- Sources

- Sources orales

N°	Nom et prénoms	Fonctions et âges	Thèmes de l'entretien	Date et Lieu de l'entretien
1	FAIAH Zazay	Menuisier et ex soldat LURD. 45 ans	Le rôle de la Guinée dans la chute de Taylor	01/06/2018 Libéria-Lofa- Voinjama
2	KARNEH Morris	Ministre-conseiller à l'Ambassade du Liberia en Côte d'Ivoire. Ex. déplacé de guerre à Monrovia.	Le rôle de la Sierra-Léone dans la chute de Taylor	13/01/2016 Côte d'Ivoire- Abidjan
3	MULBAH Esther	Couturière et ex réfugiée en Guinée, 36 ans	Réfugiés libériens en Guinée	03/06/2018 Libéria-Lofa- Zorzor
4	SUAH Arthur	Plombier et ex soldat régime Taylor, 41 ans	2ème guerre civile au Libéria	29/05/2018 Libéria- Monrovia
5	MOHAMED Kenneth	Chargé d'affaires de l'ambassade du Libéria en Côte d'Ivoire. Journaliste et ex. réfugié libérien en Guinée et en France	Réfugiés libériens en Guinée et 2ème guerre civile au Libéria	13/01/2016 Côte d'Ivoire Abidjan
6	TOLEY Moses	Menuisier et ex soldat ULIMO et LURD 40 ans	2ème guerre civile au Libéria	05/06/2018 Libéria-Lofa- Foya
8	WAH Harris Lyndon	Étudiant et ex réfugié en Côte d'Ivoire, 30 ans	Les réfugiés Libériens en Côte d'Ivoire	30/05/2018 Libéria- Monrovia

Les articles de journaux et les rapports

ALL AFRICA, « Discours d'adieu de Charles Taylor, 10 août 2003 : « Dieu veut, je serai de retour, dit Taylor », Lagos, 12 août 2003

AMNESTY INTERNATIONAL, 2002, LIBÉRIA. Atteintes aux droits humains des civils libériens à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, Londres, FR 34/020/02 – ÉFAI, 23 p.

ANONYME, « Libéria : la CEDEAO demande à l'ONU un délai de deux mois avant les sanctions » in *Fraternité Matin* du 14 février 2001, p. 20

ANONYME, « Libéria : le conseil de sécurité renforce les sanctions contre le régime », in *Fraternité Matin* du 08 mars 2001, p. 21

ANONYME, 2003, « Charles Taylor pourrait quitter le pouvoir », disponible sur

<https://www.lalibre.be/actu/international/charles-taylor-pourrait-quitter-le-pouvoir-51b87eebe4b0de6db9a8e6d5>, consulté le 16/03/2019 à 23 :40 :18

ANONYME, 2003, « Charles Taylor pourrait quitter le pouvoir », disponible sur <https://www.lalibre.be/actu/international/charles-taylor-pourrait-quitter-le-pouvoir-51b87eebe4b0de6db9a8e6d5>, consulté le 16/03/2019 à 23 :40 :18

HUMAN RIGHTS WATCH, 2005, « Afrique de l'Ouest : guerriers errants recrutés dans de nouveaux conflits », disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2005/04/13/afrique-de-louest-guerriers-errantsrecrutes-dans-de-nouveaux-conflits>, consulté le 13/03/19 à 23 :05 :21

HUMAN RIGHTS WATCH, mai 2002 « Libéria, de nouveau au bord du gouffre : crime de guerre commis par le gouvernement libérien et les rebelles »,

Vol 14, N° 4 (A) disponible sur <https://www.hrw.org/legacy/french/reports/liberfr/liberia0402fr-03.htm#TopOfPage>, consulté le 17/05/2022 à 14 :41 :56

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2002, « Liberia : the key to ending Regional Instability » in *Africa Report*, n° 43.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, novembre 2003, Liberia: Security Challenges, in *Africa Report* n° 71.

KONAN Venance, « Liberia : ouverte début Juin à Akosombo, au Ghana, les négociations inter-Libériennes avancent Clopin-Clopant » in *Fraternité Matin* du Mardi 24 Juin 2003

UNION COMMUNISTE, 2003, « Libéria-derrière les factions en guerre : pillage de l'impérialisme et rivalités régionales » disponible sur <http://www.union-communiste.org/?FR-archp-show-2003-1-505-2625-x.html#top>, consulté le 30/06/2016 à 01 :49 :18

• Bibliographie

ATTOH Marc, 2020, *Rébellions armées en Afrique de l'ouest : le cas des Libériens Unis pour la Réconciliation et La Démocratie (LURD) dans la deuxième guerre civile au Libéria de 1997 à 2004*, thèse de doctorat unique, Université Alassane Ouattara, 446p.

BERMAN Eric, 2000, « Re-armament in Sierra Leone: One Year After the Lomé Peace Agreement », in *Small Arms Survey*, n°1, 32p.

CHAMBERS Paul, juin 2004, « Guinée: le prix d'une stabilité à court terme », in *Politique africaine*, N° 94, pp. 128-148

CHATAIGNIER Jean-Marc, 2001, « L'ONU et la Sierra Leone : d'une crise à l'autre (mai 1997-mai 2000) », in *Afrique contemporaine*, N°198, pp 29-40

DATRO Okobé Noël, ATTOH Marc, « Les mercenaires libériens et la crise

militaro-politique en Côte d'Ivoire : 2002-2003 », in *FOLOFOLO Revue des sciences humaines et des civilisations africaines*, Décembre 2020 Tome 2, pp. 74-93

DORMAN Andrew Dorman, 2009, *Blair's Successful War: British Military Intervention in Sierra Leone (Military Strategy and Operational Art)*, Ashgate, Burlington, VT, 159p.

ERO Comfort, MARSHALL Anne, 2003, « L'ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien » in *Politique Africaine* n° 89, pp.88-101.

FERME Mariane, HOFFMAN Daniel 2002, « Combattants irréguliers et discours international des droits de l'homme dans les guerres civiles africaines Le cas des « chasseurs » sierra-léonais », *Politique africaine* n° 88 – p.27-48.

GBODJE Sekre Alphonse, 2012, « Le répertoire chronologique des coups d'Etat et conflits armés en Afrique : 1952-2012 », in *Les Cahiers de l'IGRAC*, n°8, pp.11-35.

MARCHAL Roland, ERO Comfort, FERME Mariane, 2002, « Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières ? », in *Politique africaine*, n° 88, pp.5-12.

MOUSSA Fofana, 2011, « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, 2 (N°122), p. 161-178.

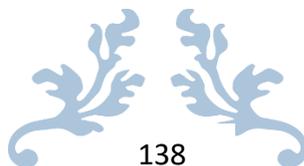
NEMETH Stephen-Michael, 2012, *La guerre civile en Sierra-Léone de 1991 À 2002*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique Université du Québec à Montréal, 88 p.

TSHIYEMBE Mwayila, 2015, « Autopsie des conflits armés en Afrique selon l'approche strategico- polemologique », working paper, Université de Lubumbashi, 22 p.

Numéro 012 Mars 2024
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°12 Mars 2024